



Armement

Un signal clair pour les avions qui fait l'impasse sur le financement

La majorité bourgeoise du National veut acheter des avions de combat avant 2015. Mais il faudra économiser ailleurs

Xavier Alonso Berne

«Maintenant il faut trouver l'argent pour acheter ces avions.» Le conseiller fédéral en charge du Département de la défense (DDPS), Ueli Maurer, affichait, hier au sortir du Conseil national, une mine réjouie. Quand bien même la position du Conseil fédéral venait d'être battue par une motion largement soutenue par le camp bourgeois. Par 95 voix contre 69, la Chambre du peuple demande un relèvement du plafond des dépenses pour l'armée. Ce texte devra encore passer la rampe aux Conseil des Etats.

Car c'est bien en invoquant l'argument financier que le Conseil fédéral a interrompu, en août dernier, la procédure d'achat des avions de combat qui doit décider du remplacement de

la flotte des 54 F-5 Tiger, à bout de souffle. Le Conseil fédéral avait alors reporté la décision finale à 2015. Et chargé les départements des Finances et de la Défense d'élaborer un plan de financement d'ici à fin 2011. Hier, en somme, les parlementaires ont demandé au gouvernement de réactiver la procédure. Pas plus...

«Le Conseil national - et peut-être le Conseil des Etats - a décidé de soutenir l'achat des avions déjà durant la législature 2011-2015. Cela veut dire qu'il faudra biffer d'autres projets dans d'autres départements pour acheter ces avions. J'espère, pour ma part, que cela ne restera pas une intention», analyse le ministre de la Défense, Ueli Maurer.

Entre 3,5 et 5 milliards

Car les obstacles sont encore nombreux avant de délier les cordons de la bourse. Et de combien d'ailleurs? Depuis sept ans que dure la procédure, les prix et le nombre d'avions n'ont cessé d'évoluer. Dernière estimation en date, qui émane du DDPS, l'achat de 22 avions coûterait entre 3,5 et 5 milliards. «L'important est que le Conseil fédéral a reçu un si-

gnal clair de la part du parlement: nous avons besoin de ces avions», affirme Thomas Hurter. Membre du groupe d'évaluation de la Commission de sécurité pour l'achat des avions de combat, le conseiller national (UDC/SH) veut croire que les solutions financières seront mixtes. «Des réserves ont été constituées sur les derniers programmes d'armement. Il faut dé plafonner les dépenses de l'armée comme décidé aujourd'hui. Et les avions peuvent être achetés en tranches, car c'est douze avions rapidement - pour la somme de 2,5 milliards - qu'il nous faut pour assurer la protection de notre espace aérien», affirme l'élu UDC.

Menace de référendum

La gauche, au diapason du Conseil fédéral, combattait cette motion (*lire ci-dessous*). Elle a eu beau jeu de rappeler la dépense de 400 millions, en 2008, pour la mise à jour des 33 F/A-18, mais elle n'est pas parvenue à contrer le camp bourgeois. Quoi qu'il en soit, la question du financement reste entière. Et la gauche a menacé d'un référendum si la loi sur le frein à l'endettement venait à être écornée.

Car les questions d'argent ont ali-

«Il faudra biffer d'autres projets pour acheter ces avions»

Ueli Maurer, ministre de la Défense

menté le débat bien davantage que les préoccupations de stratégie militaire. Le fait que les offres déposées par les constructeurs en lice ne sont valables que jusqu'à fin 2011 a souvent été évoqué. Entre 50 et 100 millions de francs ont déjà été engagés dans la procédure d'évaluation.

Avant la décision d'ajournement de l'été dernier, trois appareils étaient en lice: le Rafale du français Dassault, l'Eurofighter du groupe franco-allemand EADS et le Gripen du suédois Saab. Depuis peu, et dans l'optique d'un achat après 2020, il est à nouveau question de l'américain Super Hornet, successeur des F/A-18. L'armée suisse se doterait d'un seul type d'avion. Une mesure qui permettrait de réduire les coûts de maintenance.

Le GSsA serein: le peuple aura le dernier mot

● «Une des raisons qui nous a fait retirer notre initiative est que cette motion, si elle aboutit à une décision de modification de la loi sur le frein à l'endettement, nous offre la possibilité de la combattre avec un référendum.» Josef Lang (Vert/ZG) se montrait donc serein hier, malgré la décision du National contraire à

ses positions. Le peuple votera en dernier recours sur l'achat des avions de combat, assure Josef Lang, cheville ouvrière du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA). Ce dernier avait en effet validé une initiative demandant un moratoire sur les achats d'avions de combat jusqu'en 2019. Le GSsA l'a

finalement retirée suite à la décision du Conseil fédéral de l'été dernier.

Ainsi, à gauche, l'abolitionniste Josef Lang et le socialiste vaudois Eric Voruz, plus modéré sur l'avenir de l'armée, ne se montraient pas trop abattus. «Dire au Conseil fédéral d'acheter est une chose. Trouver

l'argent est une autre», affirme Eric Voruz, qui défend la position du Conseil fédéral. Et qui attend beaucoup des rapports sur l'armée: «Notre police aérienne doit être assurée en collaboration avec les pays voisins. A l'heure actuelle, seul un système à l'échelle européenne fait sens.»